

DA04 - DOSSIER D'ACCRÉDITATION DE L'OFFRE DE FORMATION DU 1^{ER} ET DU 2^E CYCLE DE L'ÉTABLISSEMENT : FICHE PROJET D'UNE FORMATION DU 1^{ER} ET DU 2^E CYCLE EN VUE DE L'ACCRÉDITATION

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2022-2023

VAGUE C

Établissement demandant l'accréditation : Université de Reims Champagne-Ardenne

| | |
|---|---|
| Master Droit de l'entreprise | |
| Caractérisation de la formation | |
| Intitulé de la formation | Droit de l'entreprise (nomenclature nationale) |
| Type de cursus | Master |
| Parcours | - Droit du travail, droit du contrat de travail - Droit des affaires, droit des PME-PMI. |
| Lieu(x) de la formation | Campus Croix-Rouge (Reims) |
| Évolution de la formation | <p>(1) Renouvellement à l'identique</p> <p>(2) Renouvellement avec restructuration légère : notamment, changement d'intitulés de parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture), changement de contenus de formation</p> <p>(3) Renouvellement avec restructuration importante : notamment, modification du nombre et de l'organisation des parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture)</p> <p>(4) Création issue d'une restructuration</p> <p>(5) Création ex nihilo</p> |
| Réponse aux recommandations du Hcéres dans l'évaluation du bilan de la formation | |
| <p>1°) Les liens actuels avec le monde socio-économique seront maintenus, par le maintien des interventions de praticiens du droit, de la GRH, etc., recrutés parmi des entreprises et/ou des institutions locales, nationales voire internationales avec une attention particulière en faveur des anciens diplômés du master Droit de l'entreprise de Reims. À titre d'exemple, contact a été pris avec une avocate établie à Reims qui interviendra, aux côtés</p> | |

des enseignants de la formation, sur la réalisation de **consultations juridiques sur dossiers dans le cadre d'un séminaire dédié de 10 heures (avec important travail collectif)**. Cette praticienne accueille désormais régulièrement des stagiaires issus de la formation. D'autres intervenants, comme l'association française des juristes d'entreprise (AFJE), ont été contactés par le passé et seront à nouveau sollicités, au même titre que l'ANDRH (voir ci-dessous) ou d'autres praticiens intervenant déjà dans la formation (avocats, juristes d'entreprise, etc.).

Ces liens socio-économiques seront également **renforcés** d'abord par la mise en place d'actions de formation, de recherche et/ou de professionnalisation avec des organismes tels l'ANDRH, AFDT, etc. **Des manifestations scientifiques en lien avec les formations du master ont permis de consolider les réseaux socio-professionnels.** Ce sont des actions que nous poursuivrons. Ainsi, **un grand colloque à l'automne 2021 (300 participants) sur le dialogue social** impliquant des organisations syndicales et patronales, des représentants d'entreprises ainsi que la DREETS (direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) a rapproché les formations des acteurs socio-économiques du territoire : **des offres d'emploi de bon niveau ont pu être proposées à l'URCA**, et un étudiant a été engagé sous CDI par une entreprise dont l'un des représentants intervenait au colloque (ENEDIS) ; par ailleurs, cette manifestation a débouché sur un **projet de convention de formation avec l'association nationale des DRH qui sera formalisée au niveau de l'établissement avec des débouchés naturels pour le master Droit du travail**. Dans le cadre de l'AFDT REIMS (association française de droit du travail Reims) animé par l'un des coresponsables de la formation, d'autres manifestations scientifiques se tiendront régulièrement avec les juristes et praticiens des relations sociales, principalement (mais pas exclusivement) du territoire, qui contribueront de même à la création de réseaux au profit des étudiants.

Ces liens seront également renforcés par l'organisation régulières de conférences « métiers » en lien avec la mention de master (ex. pour 2023 : conférence « commissaires aux comptes et prévention des difficultés des entreprises », « inspection du travail », « présentation et rôle de la banque publique d'investissement ». **Des contacts étroits sont noués avec la DREETS Grand Est, ainsi qu'avec le barreau de Reims**, qui assurent la pérennité de ces conférences.

Ils seront enfin renforcés par l'étude attentive, objective et sincère de la mise en place d'un projet de formation en alternance, **tout en tenant compte de la nécessité rappelée par l'établissement de développer dans le même temps la recherche doctorale**. Il faut en effet prendre acte du fait que les formations en alternance ne sont pas naturellement propices au développement de la formation doctorale, même si elles ne l'excluent pas théoriquement. À tout le moins et en toute hypothèse, la durée minimale de 4 mois consécutifs de stage sera maintenue. De nombreux étudiants des promotions passées ont obtenu, grâce à ces stages, des CDD ou CDI à la sortie de la formation.

2°) Le suivi des diplômés ne relevant pas exclusivement de la formation mais de le SEIP structure dépendant de l'URCA, le master continuera cependant de prendre connaissance des attentes des milieux professionnels lors des comités de perfectionnement auxquels participent les enseignants professionnels de la formation, lors de la réalisation des stages (M1 et M2) notamment.

3°) En ce qui concerne l'ouverture internationale, il doit être relevé qu'un **blended intensiv programm (BIP), financé par le dispositif ERASMUS, permettra à 5 étudiants de la promotion de M2 Droit du travail** de participer au printemps 2023 à un programme de formation par la recherche (sur le thème de la numérisation du travail) impliquant **5 universités européennes** : outre l'URCA, les universités de Padoue, Budapest, Madrid et Salamanque. Les cours se tiendront en **anglais** (une semaine en distanciel, une semaine en présentiel à **Budapest**).

Ce programme contribuera indéniablement à **l'internalisation de la formation**, mais également à **l'ouverture internationale de l'établissement**. On peut en effet espérer un développement des programmes de recherches en droit du travail, et des droits des affaires plus généralement.

En outre, les liens noués avec les partenaires italiens (Université de Padoue, mais depuis peu : Modène, Ferrare et Gênes) qui se concrétisent par des actions sur le plan de la recherche (séminaire à venir à Reims) ont permis, et permettront encore, de faire intervenir des universitaires étrangers dans les formations (tout dernièrement en décembre 2022).

Quant à l'adossement à la recherche, il se concrétise de plusieurs façons :

- Par le contenu même des séminaires qui s'appuient sur les publications et recherches des enseignants-chercheurs de la formation ; orientation qui sera encore renforcée avec l'introduction d'un

enseignement complémentaire de droit du travail approfondi en M1 destiné à conforter les bases des étudiants ;

- Par le séminaire d'introduction à la recherche introduit en M1 qui visera, sous la conduite d'un enseignant-chercheur, à faire travailler les étudiants sur des thématiques de recherche contemporaines en lien avec le CEJESCO ;
- Par la participation, chaque année, des étudiants non seulement aux manifestations scientifiques organisées par le CEJESCO, mais également par la **préparation d'une contribution collective des étudiants à un colloque**, sous la supervision de la coresponsable de la formation. Cette année, le thème est « Droit et Sport ».

4°) Le taux de réussite s'est amélioré depuis que la sélection à l'entrée du master s'opère à partir de la L3. Le taux de réussite commenté, assez faible, s'explique en partie par des abandons d'études que les responsables de formation, malgré les échanges avec les étudiants concernés, n'ont pu éviter. L'un des points forts du master reste néanmoins la disponibilité des enseignants, leur vigilance et proximité avec les étudiants. À ce titre, des comptes-rendus post examens sont organisés pour présenter aux étudiants les points forts et faibles de leurs travaux. Les chargés de TD sont sensibilisés sur la nécessité de rappeler aux étudiants les prérequis méthodologiques. Les modules d'initiation à la recherche intégrés dans la nouvelle maquette en S1 et S2 du M1 participeront à la mise en mouvement d'une vigilance accrue portant sur la méthodologie du travail de recherche

Évolution du projet de la formation

▪ Évolution du M1

Mise en place de matières obligatoire en S1 (droit de la sécurité sociale) et S2 (droit de la concurrence) pour renforcer le socle commun de connaissances aux deux parcours et faciliter d'éventuelles passerelles.

Renforcement de l'enseignement du droit du travail par la création d'un enseignement au **S2 « droit du travail approfondi »**. Ce cours permettra aux étudiants d'aborder de façon approfondie et plus dynamique les séminaires de M2 et d'entreprendre, dans de meilleures conditions, les travaux à caractère pratique dans le cadre du M2 (direction de recherche évoquée plus haut portant sur des consultations juridiques).

- Réintroduction du cours de droit spécial des sociétés en M1 (au lieu de la L3) pour favoriser la continuité de ces enseignements entre la licence et le M1.

- Introduction d'enseignements dédiés à la recherche au S1 et au S2.

- Renforcement de l'interdisciplinarité (GRH, comptabilité présentes au S1 et au S2).

- Maintien, en dépit d'une diminution attendue du volume horaire des enseignements, d'un enseignement en anglais sur les quatre semestres du master, doublé d'enseignements juridiques dispensés en anglais en M2.

▪ En M2

- Maintien de l'interdisciplinarité en S1 (GHR, compta générale approfondie, approche des RPS par des psychologues en S2 pour le parcours droit du travail).

- Maintien (aspects sociaux des restructurations de l'entreprise au S4) et création (RSE au S3) d'enseignements communs aux deux parcours.